Rapport d'audit personnes selon l'art 1b LB (Fintech)

Version 01/2025

Informations générales

Institut

Société d'audit

Auditeur responsable

Début période du rapport

Fin période du rapport

Niveau

- ○ Uniquement niveau individuel
- ○ Niveaux individuel et consolidé (structure type maisonmère)
- ○ Uniquement niveau groupe (structure holding / structure atypique)

Audit(s) supplémentaire(s)

○ Oui ○ Non

Destinataires du rapport

Conditions-cadres de l'audit

Conditions-cadres générales de l'audit / exécution de l'audit

Ampleur de l'audit / mandat d'audit, déroulement général de l'audit

Confirmation qu'aucune difficulté particulière n'a été rencontrée durant l'exécution de l'audit.

○ Oui ○ Non

Par ex. absence de décideurs

Explication :

Confirmation que l'assujetti a fourni toutes les informations nécessaires au niveau de qualité souhaité et dans les délais impartis.

○ Oui ○ Non

Y compris sa révision interne

Explication :

Confirmation que l'audit a été effectué conformément à la stratégie d'audit acceptée par l'autorité de surveillance.

○ Oui ○ Non

Explication :

Confirmation que les travaux ont été effectués en conformité avec les programmes standards d'audit prescrits par la FINMA.

- ○ Oui
- ○ Non
- ○ Non applicable

Explication :

Durée des travaux d'audit

Planification depuis le :	Planification jusqu'au :	Exécution de l'audit de base depuis le :	Exécution de l'audit de base jusqu'au :

Exécution de l'audit supplémentaire depuis le :	Exécution de l'audit supplémentaire jusqu'au :	Description de l'audit supplémentaire :
Exécution de l'audit supplémentaire depuis le :	Exécution de l'audit supplémentaire jusqu'au :	Description de l'audit supplémentaire :

Elaboration du rapport à partir du :	Elaboration du rapport jusqu'au :

Liste des personnes essentielles impliquées dans l'audit (personnes occupant une fonction de conduite, d'encadrement et de coordination, spécialistes de l'informatique, de la ficcalité, de l'evaluation, etc,) en mentionnant leur fonction et leur niveau dans la hiérarchie ou la fonction (par ex. "partner", "manager", etc.).

Fonction	Nom / prénom	Niveau
* Désignation		* Désignation
Fonction	Nom / prénom	Niveau
* Désignation		* Désignation

Indications relatives à l'utilisation de travaux de l'audit interne, d'un autre expert-comptable (notamment auprès de sociétés du groupe), d'un expert ou d'un autre tiers.

Des travaux de tiers ont-ils été utilisés ?

○ Oui ○ Non

Travaux de	Description

Domaine d'audit

Contenu / périmètre / résultat

Évaluation par la société d'audit

Travaux de

Description

Domaine d'audit

Contenu / périmètre / résultat

Évaluation par la société d'audit

Indépendance de la société d’audit

Nous confirmons que nous remplissions, pour l’exercice sous revue, les prescriptions d’indépendance du code des obligations, de la loi et de l'ordonnance sur la surveillance de la révision, de l'ordonnance sur les audits des marchés financiers ainsi que les dispositions complémentaires régissant l’audit prudentiel.

- ○ Oui
- ○ Non
- ○ Non applicable

Justification en cas de « non » ou de « non applicable »

Autres mandats de la société d’audit auprès de l’assujetti

Durant la période couverte par le rapport sur l’audit prudentiel, nous avons fourni, pour l’établissement audité ainsi que pour les sociétés du groupe qui sont intégrées dans la surveillance consolidée, d'autres prestations de services.

○ Oui ○ Non

La société d’audit indique tout autre mandat auprès de l'entité surveillée et des sociétés du groupe qui font partie de la surveillance consolidée.

Autres prestations de services fournies :

Désignation :

Autres prestations de services fournies :

Désignation :

Récapitulation des résultats d'audit / Irrégularités et recommandations

La société d'audit détaille toutes les irrégularités et recommandations de l'année sous revue ainsi que de la période d'audit précédente en mentionnant chaque fois les délais fixés, les mesures prises ou à prendre ainsi que leur état d'avancement ou les résultats des contrôles subséquents concernant le rétablissement de l'ordre légal (seules les irrégularités ou recommandations pour lesquelles la société d'audit avait conduit ses propres procédures d'audit conformément à la stratégie d'audit doivent être traitées). Les irrégularités ne sont considérées comme corrigées qu'après la clôture des contrôles subséquents.

Les irrégularités et les recommandations découlant d'éventuels audits supplémentaires ou du formulaire de saisie LBA (LBA-EHF) doivent également être mentionnées ci-après. Si les constatations figurant dans ces documents distincts sont suffisamment détaillées, la société d'audit peut se contenter d'un résumé succint et d'un renvoi à la section correspondante du rapport joint lorsqu'elle les mentionne aux sections 4.1 ou 4.2.

Les irrégularités et les recommandations font l'objet d'une classification conformément aux art. 25 et 26 ordonnance FINMA sur l'audit prudentiel.

Irrégularités

Pour la période sous revue, nous avons constaté des irrégularités à la suite des travaux d'audit effectués conformément à la stratégie d'audit.

○ Oui ○ Non

Désignation

Domaine d'audit

Classification

○ faible
○ moyenne
○ élevée

Etat / statut

○ mis en oeuvre / liquidéé
○ en cours / partiellement réalisé
○ en retard

Délai

Description, incluant les mesures à prendre ou déjà prises, l'état d'avancement de leur mise en oeuvre, les résultats du contrôle subséquent, etc.

L'assujetti reconnaît l'irrégularité

○ Oui ○ Non

Irrégularité récurrente

○ Oui ○ Non

Prise de position de l'établissement

Désignation

Domaine d'audit

Classification

- ○ faible
- ○ moyenne
- ○ élevée

Etat / statut

- ○ mis en oeuvre / liquidéé
- ○ en cours / partiellement réalisé
- ○ en retard

Délai

Description, incluant les mesures à prendre ou déjà prises, l'état d'avancement de leur mise en oeuvre, les résultats du contrôle subséquent, etc.

L'assujetti reconnaît l'irrégularité

○ Oui ○ Non

Irrégularité récurrente

○ Oui ○ Non

Prise de position de l'établissement

Recommandations

Conformément à la stratégie d'audit, nous avons émis des recommandations pour la période sous revue suite aux travaux d'audit effectués.

○ Oui ○ Non

Désignation

Domaine d'audit

Classification

- ○ faible
- ○ moyenne
- ○ élevée

Etat / statut

- ○ mis en oeuvre / liquidéé
- ○ en cours / partiellement réalisé
- ○ en retard

Délai

Description, incluant les mesures à prendre ou déjà prises, l'état d'avancement de leur mise en oeuvre, les résultats du contrôle subséquent, etc.

L'assujetti reconnaît la recommandation

○ Oui ○ Non

Recommandations récurrentes

○ Oui ○ Non

Prise de position de l'établissement

Désignation

Domaine d'audit

Classification

- ○ faible
- ○ moyenne
- ○ élevée

Etat / statut

- ○ mis en oeuvre / liquidéé
- ○ en cours / partiellement réalisé
- ○ en retard

Délai

Description, incluant les mesures à prendre ou déjà prises, l'état d'avancement de leur mise en oeuvre, les résultats du contrôle subséquent, etc.

L'assujetti reconnaît la recommandation
○ Oui ○ Non

Recommandations récurrentes
○ Oui ○ Non

Prise de position de l'établissement

Irrégularités figurant dans le dernier rapport d'audit

Des irrégularités ont été relevées dans le dernier rapport d'audit.
○ Oui ○ Non

Evoqué la 1ère fois dans le rapport relatif à l'exercice

Désignation

Domaine d'audit

Classification
○ faible
○ moyenne
○ élevée

Etat / statut
○ mis en oeuvre / liquidé
○ en cours / partiellement réalisé
○ en retard

Délai actuel

Le délai initial a été prolongé
○ Oui ○ Non

Description, incluant la justification de l'absence de mise en oeuvre, les mesures à prendre ou déjà prises, l'état d'avancement de leur mise en oeuvre, les résultats du contrôle subséquent, ainsi que la justification de toute extension des délais.

Evoqué la 1ère fois dans le rapport relatif à l'exercice

Désignation

Domaine d'audit

Classification
○ faible
○ moyenne
○ élevée

Etat / statut
○ mis en oeuvre / liquidé
○ en cours / partiellement réalisé
○ en retard

Délai actuel

Le délai initial a été prolongé
○ Oui ○ Non

Description, incluant la justification de l'absence de mise en oeuvre, les mesures à prendre ou déjà prises, l'état d'avancement de leur mise en oeuvre, les résultats du contrôle subséquent, ainsi que la justification de toute extension des délais.

Recommandations figurant dans le dernier rapport d'audit

Des recommandations ont été formulées dans le dernier rapport d'audit.
○ Oui ○ Non

Evoqué pour la première fois dans le rapport annuel

Désignation

Domaine d'audit

Classification
- ○ faible
- ○ moyenne
- ○ élevée

Etat / statut
- ○ mis en oeuvre / liquidé
- ○ en cours / partiellement réalisé
- ○ en retard

Echéance actuelle

Le délai initial a été prolongé
- ○ Oui ○ Non

Description, incluant les justifications de non mise en oeuvre, de mesures à prendre ou déjà prises, l'état d'avancement de leur mise en oeuvre, résultats des vérifications, justification de toute extension des délais.

Evoqué pour la première fois dans le rapport annuel

Désignation

Domaine d'audit

Classification
- ○ faible
- ○ moyenne
- ○ élevée

Etat / statut
- ○ mis en oeuvre / liquidé
- ○ en cours / partiellement réalisé
- ○ en retard

Echéance actuelle

Le délai initial a été prolongé
- ○ Oui ○ Non

Description, incluant les justifications de non mise en oeuvre, de mesures à prendre ou déjà prises, l'état d'avancement de leur mise en oeuvre, résultats des vérifications, justification de toute extension des délais.

Confirmation relative aux recommandations et aux décisions de la FINMA

En précisant l'étendue de l'audit, la société d'audit indique ici son attestation d'audit concernant le respect des recommandations et des décisions de la FINMA entrées en force qui s'appliquent à la période du rapport.

Pour la période considérée, il existe des recommandations et/ou des décisions de la FINMA
- ○ Oui ○ Non

Description / objet

Périmètre de l'audit
- ○ Audit
- ○ Revue critique
- ○ Non applicable

Source / document

Les recommandations et/ou les décisions ont-elles été respectées ?
- ○ Oui
- ○ Non
- ○ Non applicable

Domaine d'audit

Description

Description / objet

Périmètre de l'audit

- ○ Audit
- ○ Revue critique
- ○ Non applicable

Source / document

Les recommandations et/ou les décisions ont-elles été respectées ?

- ○ Oui
- ○ Non
- ○ Non applicable

Domaine d'audit

Description

Résumé des autres constats tirés de l'audit

Rapport d'audit de la période précédente

Confirmation que le conseil d'administration ou le comité d'audit se sont entretenus avec le réviseur responsable au sujet du rapport d'audit de l'exercice précédent.

○ Oui ○ Non

Justification

Faiblesses matérielles dans le cardre d'autres mandats / prestations de services

Sous cette rubrique, la société d'audit traite d'éventuelles faiblesses matérielles identifiées dans le cadre de ses autres mandats (cf. chapitre 3) et qui ne sont pas liés aux travaux d'audit définis dans la stratégie d'audit (y compris une brève évaluation des faiblesses et de leur impact éventuel sur l'analyse des risquess).

Faiblesses matérielles relevées dans les autres mandats évoqués au chapitre 3.

○ Oui ○ Non

Mandat / Prestations de services

Description mandat / prestations de services

Description des faiblesses

Brève description / Mesures prises par l'entité auditée

Évaluation par la société d'audit, y compris d'éventuels impacts sur l'analyse des risques

Etat / statut

Délai

Mandat / Prestations de services

Description mandat / prestations de services

Description des faiblesses

Brève description / Mesures prises par l'entité auditée

Évaluation par la société d'audit, y compris d'éventuels impacts sur l'analyse des risques

Etat / statut

Délai

Faiblesses matérielles relevées par des tiers

Dans cette rubrique, la société d'audit traite les éventuelles faiblesses matérielles relevées par des tiers (notamment la révision interne) qui n'ont pas été reprises en qualité d'irrégularité ou de recommandation par la société d'audit dans le cadre des travaux d'audit effectués dans les différents champs d'audit en vertu de la stratétie d'audit (y compris und brève appréciation des faiblesses et des éventuels impacts sur l'analyse des risques).

Des faiblesses matérielles ont été relevées par des tiers pour la période sous revue.

○ Oui ○ Non

Désignation du tiers

Description des faiblesses

Brève description / Mesures prises par l'entité auditée

Évaluation par la société d'audit, y compris d'éventuels impacts sur l'analyse des risques.

État / statut

Désignation du tiers

Description des faiblesses

Brève description / Mesures prises par l'entité auditée

Évaluation par la société d'audit, y compris d'éventuels impacts sur l'analyse des risques.

État / statut

Appréciation globale de la société d'audit

Garantie d'une activité irréprochable

Confirmation qu'aucune constatation n'a été faite durant les travaux d'audit qui remettrait en cause la garantie d'une activité irréprochable attendue des organes et des participants qualifiés.

○ Oui ○ Non

Description, y c. mesures à prendre ou prises, état de la mise en œuvre

Des mesures sont-elles nécessaires de la part de la FINMA ?

○ Oui ○ Non

Conditions d'autorisation

Confirmation qu'aucun fait n'a été constaté durant les travaux d'audit qui remettrait en cause le respect des conditions d' autorisation.

○ Oui ○ Non

Description des éventuels événements qui pourraient les remettre en cause (y compris les mesures à prendre ou déjà prises, l'état d'avancement de leur mise en oeuvre, etc.)

Des mesures sont-elles nécessaires de la part de la FINMA ?

○ Oui ○ Non

Informations importantes au sujet de l'établissement audité / présentation des modifications importantes

Activité d'affaires et structure de la clientèle

La société d'audit commente brièvement le ou les secteurs d'affaires de l'assujetti et, le cas échéant, du groupe ainsi que les segments de clientèle et marchés concernés. Elle commente les modifications en la matière survenues durant la période sous revue.

Structure du groupe et rapports de détention / relations avec les autres entreprises

La société d'audit commente brièvement la structure du groupe, les participants qualifiés ainsi que les relations et dépendances significatives à l'égard d'autres entreprises ou parties impliquées (contrats économiquement significatifs, collaboration à l'intérieur du groupe, etc.). Les modifications à ce sujet seront traitées et, le cas échéant, leurs effets sur la surveillance consolidée seront évalués.

Organisation d'entreprise et fonctionnelle

La société d'audit commente brièvement l'organisation générale et les éventuelles modifications en la matière.

Modifications significatives auprès de l'assujetti

La société d'audit présente les modifications significatives survenues auprès de l'assujetti, notamment en ce qui concerne les propriétaires, les organes, les modèles d'affaires, les relations avec d'autres entreprises et l'orientation stratégique.

Défis à venir

La société d'audit commente brièvement d'éventuels défis à venir concernant l'assujetti (spécifiques à l'entité) - si elle ne l'a pas déjà fait dans le rapport.

Exigences en matière de capital minimum

Intervention

- ○ Audit
- ○ Revue critique
- ○ Néant

Confirmation que l'assujetti dispose de capital minimum requis.

○ Oui ○ Non

Résumé des travaux d'audit réalisés

Gestion des risques

Intervention

- ○ Audit
- ○ Revue critique
- ○ Néant

Confirmation de l'adéquation des méthodes visant à une identification, une évaluation, une gestion et une surveillance efficaces des risques.

○ Oui ○ Non

Confirmation qu'il existe une documentation interne et des instructions appropriées.

○ Oui ○ Non

Confirmation que l'assujetti dispose d'une fonction indépendante de gestion des risques.

○ Oui ○ Non

Confirmation qu'en cas de délégation à des tiers, ceux-ci disposent des capacités, des connaissances et de l' expérience requises par cette activité ainsi que des autorisations nécessaires à celle-ci et qu'ils ont été instruits et surveillés attentivement.

○ Oui ○ Non

Résumé des travaux d'audit réalisés

Organisation interne et système de contrôle interne

Intervention

- ○ Audit
- ○ Revue critique
- ○ Néant

Élément couvert :

- ☐ Adéquation de l'organisation interne globale (structure organisationnelle, séparation des fonctions, descriptions de poste, responsabilités et compétences)
- ☐ Adéquation des directives internes (structure, clarté, caractère actuel, révision périodique, processus d'approbation, etc.)
- ☐ Adéquation du système de contrôle interne (méthodes d'identification, d'évaluation, de mesure, de surveillance et de reporting des risques, mise en œuvre de contrôles)
- ☐ Mesures visant à limiter les conflits d'intérêts de façon adéquate (systèmes de rémunération inclus)
- ☐ Reporting interne (contenu, destinataires, périodicité, processus de remontée de l'information, etc.) et publication relative à la gouvernance d'entreprise
- ☐ Politique des risques et lignes directrices pour la gestion des risques à l'échelle de l'établissement
- ☐ Autre élément

Désignation autre élément :

Confirmation de la structure adéquate de l'organisation interne (sur la base des enseignements tirés des éléments considérés).

○ Oui ○ Non

Confirmation de la structure adéquate du système de contrôle interne (sur la base des enseignements tirés des éléments considérés).

○ Oui ○ Non

Résumé des travaux d'audit réalisés

Compliance

Intervention

- ○ Audit
- ○ Revue critique
- ○ Néant

Confirmation d'une organisation appropriée pour garantir le respect des exigences légales et réglementaires.

○ Oui ○ Non

Confirmation qu'il existe une documentation interne et des instructions appropriées.

○ Oui ○ Non

Confirmation que l'assujetti dispose d'une fonction indépendante de compliance.

○ Oui ○ Non

Confirmation qu'en cas de délégation à des tiers, ceux-ci disposent des capacités, des connaissances et de l' expérience requises par cette activité ainsi que des autorisations nécessaires à celle-ci et qu'ils ont été instruits et surveillés attentivement.

○ Oui ○ Non

Résumé des travaux d'audit réalisés

Prévention des conflits d’intérêts

Intervention

- ○ Audit
- ○ Revue critique
- ○ Néant

Confirmation que l’assujetti n’a pas accepté de positions non couvertes sur la clientèle.

○ Oui ○ Non

Confirmation que l’assujetti a pris des mesures organisationnelles adéquates pour éviter ou divulguer les conflits d’ intérêts.

○ Oui ○ Non

Résumé des travaux d'audit réalisés

Obligations d'informer

Intervention

- ○ Audit
- ○ Revue critique
- ○ Néant

Confirmation que l’assujetti a informé les clients de manière probante, détaillée et compréhensible sur les risques liés au modèle d’affaires, aux prestations et aux technologies utilisées.

○ Oui ○ Non

Résumé des travaux d'audit réalisés

Corporate governance

Intervention

- ○ Audit
- ○ Revue critique
- ○ Néant

Confirmation que les statuts et les règlements sont appropriés, que le champ d’activité et son rayon géographique correspondent aux ressources et à l’organisation administrative et que l’assujetti est effectivement dirigé depuis la Suisse.

○ Oui ○ Non

Confirmation que la composition du conseil d’administration répond aux exigences réglementaires et que celui-ci a assumé ses tâches de manière adéquate.

○ Oui ○ Non

Confirmation que les participants qualifiés jouissent d’une bonne réputation et garantissent que leur influence n’est pas exercée au détriment d’une gestion saine et prudente de l’établissement.

○ Oui ○ Non

Résumé des travaux d'audit réalisés

Régularité des opérations avec des organes et des participants qualifiés

Intervention

○ Audit
○ Revue critique
○ Néant

Confirmation du règlement de ces opérations selon des principes reconnus.

○ Oui ○ Non

Confirmation que la composition du conseil d’administration répond aux exigences réglementaires et que celui-ci a assumé ses tâches de manière adéquate.

○ Oui ○ Non

Résumé des travaux d'audit réalisés

Gestion globale des risques opérationnels

Intervention

○ Audit
○ Revue critique
○ Néant

Confirmation que les exigences relatives à la gestion globale des risques opérationnels ont été respectées.

○ Oui ○ Non

Confirmation que l'assujetti a respecté les renforcements ordonnés par la FINMA.

○ Oui
○ Non
○ n.a.

Résumé des travaux d'audit réalisés

Explication des confirmations d'audit qualifiées de « n.a. »

Résilience opérationnelle

Intervention

- ○ Audit
- ○ Revue critique
- ○ Néant

Confirmation de la structure adéquate du domaine « résilience opérationnelle ».

○ Oui ○ Non

Résumé des travaux d'audit réalisés

Gestion des risques liés à la TIC

Intervention

- ○ Audit
- ○ Revue critique
- ○ Néant

Élément couvert :

- ☐ Stratégie TIC et gouvernance
- ☐ Gestion des changements (change management)
- ☐ Exploitation des TIC (run, maintenance)
- ☐ Gestion des incidents (incident management)
- ☐ Autre élément

Désignation autre élément :

Confirmation de la structure adéquate du domaine « Gestion des risques TIC » (sur la base des constatations relatives aux éléments effectivement couverts).

○ Oui ○ Non

Confirmation que l'assujetti a respecté les renforcements ordonnés par la FINMA.

- ○ Oui
- ○ Non
- ○ n.a.

Résumé des travaux d'audit réalisés

Explication des confirmations d'audit qualifiées de « n.a. »

Gestion des cyberrisques

Intervention

- ○ Audit
- ○ Revue critique
- ○ Néant

Confirmation de la structure adéquate du domaine « gestion des cyberrisques ».

○ Oui ○ Non

Confirmation que l'assujetti a respecté les renforcements ordonnés par la FINMA.

○ Oui
○ Non
○ n.a.

Résumé des travaux d'audit réalisés

Explication des confirmations d'audit qualifiées de « n.a. »

Gestion des risques des données critiques

Intervention

○ Audit
○ Revue critique
○ Néant

Confirmation du respect des prescriptions prudentielles dans le domaine « Gestion des risques des données critiques ».

○ Oui ○ Non

Confirmation que l'assujetti a respecté les renforcements ordonnés par la FINMA.

○ Oui
○ Non
○ n.a.

Résumé des travaux d'audit réalisés

Explication des confirmations d'audit qualifiées de « n.a. »

Dépôts du public

Intervention

○ Audit
○ Revue critique
○ Néant

Confirmation que les dépôts du public acceptés ont été conservés en Suisse, séparément des fonds propres.

○ Oui ○ Non

Confirmation que les dépôts du public n'ont été ni placés ni rémunérés (aucune opération active).

○ Oui ○ Non

Confirmation que les dépôts sous forme d'actifs liquides de haute qualité (HQLA) au sens de l'art. 15a de l' ordonnance du 30 novembre 2012 sur les liquidités des banques (OLiq) ont été conservés.

○ Oui ○ Non

Résumé des travaux d'audit réalisés

Respect des dispositions de lutte contre le blanchiment d'argent

Intervention

- ○ Audit
- ○ Revue critique
- ○ Néant

Confirmation que l’ouverture des relations clients (notamment identification du cocontractant, détermination de la personne exerçant le contrôle / l’ayant droit économique), etc.) a été réalisée correctement.

○ Oui ○ Non

Confirmation du traitement correct des relations clients avec des PEP.

○ Oui ○ Non

Confirmation du traitement correct des relations clients comportant des risques accrus.

○ Oui ○ Non

Confirmation que l’assujetti dispose de systèmes adéquats pour surveiller les transactions comportant des risques accrus.

○ Oui ○ Non

Confirmation du traitement correct des transactions comportant des risques accrus.

○ Oui ○ Non

Confirmation – sur la base des enseignements tirés des travaux d’audit réalisés – que les autres aspects de la LBA ont été respectés.

○ Oui ○ Non

Résumé des travaux d'audit réalisés

Avoirs sans contact et en déshérence

Intervention

- ○ Audit
- ○ Revue critique
- ○ Néant

Confirmation – sur la base des enseignements tirés des travaux d’audit réalisés – que les exigences relatives au traitement des avoirs sans contact et en déshérence ont été respectées.

○ Oui ○ Non

Résumé des travaux d'audit réalisés

Respect des obligations d'annonce et de reporting

Intervention

- ○ Audit
- ○ Revue critique
- ○ Néant

Confirmation que des mesures organisationnelles adéquates ont été prises pour respecter les obligations d'annonce et de reporting.

○ Oui ○ Non

Confirmation que les obligations de reporting et d'annonce ont été respectées sur le fond et la forme.

○ Oui ○ Non

Résumé des travaux d'audit réalisés

Corporate governance au niveau du groupe

Intervention

- ○ Audit
- ○ Revue critique
- ○ Néant

Confirmation que les statuts et les règlements sont appropriés, que le champ d'activité et son rayon géographique correspondent aux ressources et à l'organisation administrative et que l'assujetti est effectivement dirigé depuis la Suisse.

○ Oui ○ Non

Confirmation que la composition du conseil d'administration répond aux exigences réglementaires et que celui-ci a assumé ses tâches de manière adéquate.

○ Oui ○ Non

Confirmation que les participants qualifiés jouissent d'une bonne réputation et garantissent que leur influence n'est pas exercée au détriment d'une gestion saine et prudente de l'établissement.

○ Oui ○ Non

Résumé des travaux d'audit réalisés

Compliance au niveau du groupe

Intervention

- ○ Audit
- ○ Revue critique
- ○ Néant

Confirmation d'une organisation appropriée pour garantir le respect des exigences légales et réglementaires.

○ Oui ○ Non

Confirmation qu'il existe une documentation interne et des instructions appropriées.

○ Oui ○ Non

Confirmation que l’assujetti dispose d’une fonction indépendante de compliance.

○ Oui ○ Non

Confirmation qu’en cas de délégation à des tiers, ceux-ci disposent des capacités, des connaissances et de l’ expérience requises par cette activité ainsi que des autorisations nécessaires à celle-ci et qu’ils ont été instruits et surveillés attentivement.

○ Oui ○ Non

Résumé des travaux d'audit réalisés

Gestion des risques au niveau du groupe

Intervention

○ Audit
○ Revue critique
○ Néant

Confirmation de l’adéquation des méthodes visant à une identification, une évaluation, une gestion et une surveillance efficaces des risques.

○ Oui ○ Non

Confirmation qu’il existe une documentation interne et des instructions appropriées.

○ Oui ○ Non

Confirmation que l’assujetti dispose d’une fonction indépendante de gestion des risques.

○ Oui ○ Non

Confirmation qu’en cas de délégation à des tiers, ceux-ci disposent des capacités, des connaissances et de l’ expérience requises par cette activité ainsi que des autorisations nécessaires à celle-ci et qu’ils ont été instruits et surveillés attentivement.

○ Oui ○ Non

Résumé des travaux d'audit réalisés

Mesures à l'échelle du groupe relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent

Intervention

○ Audit
○ Revue critique
○ Néant

Confirmation que l’ouverture des relations clients (notamment identification du cocontractant, détermination de la personne exerçant le contrôle / l’ayant droit économique), etc.) a été réalisée correctement.

○ Oui ○ Non

Confirmation du traitement correct des relations clients avec des PEP.

○ Oui ○ Non

Confirmation du traitement correct des relations clients comportant des risques accrus.

○ Oui ○ Non

Confirmation que l’assujetti dispose de systèmes adéquats pour surveiller les transactions comportant des risques accrus.

○ Oui ○ Non

Confirmation du traitement correct des transactions comportant des risques accrus.

○ Oui ○ Non

Confirmation – sur la base des enseignements tirés des travaux d’audit réalisés – que les autres aspects de la LBA ont été respectés.

○ Oui ○ Non

Résumé des travaux d'audit réalisés

Structures de financement intra-groupe et obligations de financement conditionnelles avec mesures de governance, de SCI et de gestion des risques y afférentes

Intervention

○ Audit
○ Revue critique
○ Néant

Confirmation que l’ouverture des relations clients (notamment identification du cocontractant, détermination de la personne exerçant le contrôle / l’ayant droit économique), etc.) a été réalisée correctement.

○ Oui ○ Non

Résumé des travaux d'audit réalisés

Mesures à l'échelle du groupe pour assurer le respect des autres dispositions prudentielles suisses et étrangères

Intervention

○ Audit
○ Revue critique
○ Néant

Confirmation que l’ouverture des relations clients (notamment identification du cocontractant, détermination de la personne exerçant le contrôle / l’ayant droit économique), etc.) a été réalisée correctement.

○ Oui ○ Non

Confirmation du traitement correct des relations clients avec des PEP.

○ Oui ○ Non

Résumé des travaux d'audit réalisés

Respect des obligations d'annonce et de reporting au niveau du groupe

Intervention

- ○ Audit
- ○ Revue critique
- ○ Néant

Confirmation que des mesures organisationnelles adéquates ont été prises pour respecter les obligations de reporting et d'annonce.

○ Oui ○ Non

Confirmation que les obligations de reporting et d'annonce ont été respectées sur le fond et la forme.

○ Oui ○ Non

Résumé des travaux d'audit réalisés

Audits supplémentaires

Domaine d'audit / champ d'audit

Étendue de l'audit :

Exigences particulières

Description des travaux d'audit

Principaux enseignements des travaux d'audit

Domaine d'audit / champ d'audit

Étendue de l'audit :

Exigences particulières

Description des travaux d'audit

Principaux enseignements des travaux d'audit

Autres remarques

Événements survenus après la période d'audit

La société d'audit commente ci-après tous les événements significatifs identifiés au cours de la période qui va de la clôture des travaux d'audit à la remise du rapport d'audit.

A-t-on identifié des événements importants entre la clôture des travaux d'audit et la remise du rapport d'audit ?

○ Oui ○ Non

Désignation

Description, y compris d'éventuelles mesures à prendre ou de mesures déjà prises

Etat de la mise en oeuvre

Evaluation des impacts sur l'analyse des risques

Désignation

Description, y compris d'éventuelles mesures à prendre ou de mesures déjà prises

Etat de la mise en oeuvre

Evaluation des impacts sur l'analyse des risques

Remarques complémentaires / précisions

Les autres remarques/informations de la société d'audit servent à compléter des faits présentés ci-avant. Elles permettent de compléter la vision générale exposée par ce rapport sur l'audit prudentiel lorsque la société d'audit le juge nécessaire (par ex. rapport complémentaire). Elles ne peuvent pas être formulées afin de relativiser les avis exprimés clairement par l'auditeur dans le présent rapport ou dans les différents programmes de contrôle.

Autres remarques

Signatures / Confirmations de la société d'audit

Le rapport d'audit doit présenter les résultats de l'audit de façon exhaustive, explicite et objective. L'auditeur(-trice) responsable ainsi qu'un autre auditeur(-trice) autorisé(e) à signer le confirment par leur signature (signature électronique qualifiée) sur le rapport (PDF) remis en annexe à l'envoi électronique via la plate-forme de saisie de la FINMA.

Dans le cas où il n'est pas possible de signer le rapport au moyen de la signature électronique qualifiée, celui-ci doit être imprimé, signé à la main et envoyé par voie postale à la FINMA (en plus de l'envoi électronique via la plateforme de saisie de la FINMA).

Signature de l'auditeur responsable

Signature d'une autre personne habilitée

Annexes

Rapport d'audit avec signature électronique qualifiée

Pas de fichier joint.

Diagramme de la structure du groupe, y compris les rapports de participation (en tenant compte des informations complémentaires sur la surveillance consolidée)

Pas de fichier joint.

Organigramme(s) (au minimum, avec le détail des personnes responsables de chaque domaine d'activité ou département)

Pas de fichier joint.

Autres documents :

Document

Pas de fichier joint.

Document

Pas de fichier joint.